

# DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Novembre 2024



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Pièce n° 2

RÉNOVATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS DE LA  
RÉSIDENTE « LE BRET » SUR LA COMMUNE DE CANNES

Pièce commune à tous les lots

Maîtrise d'œuvre	
	<b>Bureau d'études ICTP</b> 254, Corniche Fahnestock 06700 Saint Laurent du Var
N° 22/71 – DCE – Ind A	

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1.1. Objet du marché - emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur .....	5
<b>1.2. Tranches et lots</b> .....	10
<b>1.3. Intervenants</b> .....	10
1.3.1. Mandataire d'IN'LI PACA .....	10
1.3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché .....	10
1.3.3. Conduite d'opération.....	10
1.3.4. Maîtrise d'œuvre .....	10
1.3.5. Contrôle technique.....	11
1.3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS) .....	11
1.3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC) .....	11
1.3.8. Autres intervenants.....	11
<b>1.4. Travaux intéressant la défense – Obligation de discrétion</b> .....	11
<b>1.5. Contrôle des coûts de revient</b> .....	11
<b>1.6. Dispositions générales</b> .....	11
1.6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail .....	11
1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers .....	12
1.6.3. Mesures de protection des lanceurs d'alertes .....	12
1.6.4. Assurances.....	13
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>14</b>
<b>2.1. Pièces Particulières - Ordre de priorité</b> .....	14
<b>2.2. Pièces Générales</b> .....	14
<b>2.3. Autres pièces générales de référence</b> .....	14
<b>ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX -</b>	
<b>REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>16</b>
<b>3.1. Répartition des paiements</b> .....	16
<b>3.2. Tranches de travaux</b> .....	16
<b>3.3. Répartition des dépenses communes du chantier</b> .....	16
3.3.1. Dépenses d'investissement. ....	16
3.3.2. Dépenses d'entretien. ....	16
<b>3.4. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes -</b>	
<b>Travaux en régie</b> .....	16
3.4.1. Modalités d'établissement des prix. ....	16
3.4.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise. ....	18
3.4.3. Caractéristiques des prix pratiqués. ....	18
3.4.4. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux. ....	18
3.4.5. Travaux en régie.....	18
3.4.6. Modalités de règlement des comptes.....	18
3.4.7. Délais de paiement. ....	19
3.4.8. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine.....	19
3.4.9. Approvisionnements. ....	20
<b>3.5. Variation dans les prix</b> .....	20
3.5.1. Type de variation des prix.....	20
3.5.2. Mois d'établissement des prix du marché. ....	20
3.5.3. Choix des index de référence. ....	20
3.5.4. Modalités d'actualisation des prix actualisables. ....	21
3.5.5. Modalités de révision des prix.....	21
3.5.6. Variations des frais de coordination. ....	21
3.5.7. Révisions provisoires. ....	21
3.5.8. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	21

<b>3.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants</b> .....	21
3.6.1. <i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i> .....	21
3.6.2. <i>Modalités de paiement direct</i> .....	22
<b>3.7. Montant minimum et maximum des commandes</b> .....	23
<b>3.8. Intérêts moratoires</b> .....	24
<b>ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b> .....	<b>25</b>
<b>4.1. - Durée du marché</b> .....	25
<b>4.2. - Délai d'exécution des travaux</b> .....	25
<b>4.3. - Prolongation des délais d'exécution</b> .....	25
<b>4.4. – Pénalités pour retard</b> .....	25
4.4.1. <i>Pénalités pour retard</i> .....	25
4.4.2. <i>Pénalités pour absence aux réunions de chantier de l'entrepreneur</i> .....	26
4.4.3 <i>Autres pénalités</i> .....	26
<b>4.5. Affermissement des variantes exigées ou prestations supplémentaires éventuelles</b> .....	26
<b>4.6. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</b> .....	26
<b>4.7. Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution</b> .....	26
<b>4.8. Non-respect du tri des déchets sur le chantier</b> .....	27
<b>4.9. Manquement à une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé</b> ....	27
<b>ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b> .....	<b>28</b>
<b>5.1. Retenue de Garantie</b> .....	28
<b>5.2. Avance</b> .....	28
<b>5.3. Avance sur matériels</b> .....	29
<b>ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b> .....	<b>30</b>
<b>6.1. Provenance des matériaux et produits</b> .....	30
<b>6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt</b> .....	30
<b>6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits</b> .....	30
6.3.1. <i>Essais sur le chantier de qualité des matériaux</i> .....	30
6.3.2. <i>Essais avant livraison sur le chantier de qualité des matériaux</i> .....	31
6.3.3. <i>Autres essais de qualité des matériaux</i> .....	31
<b>6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage</b> .....	31
<b>ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES</b> .....	<b>32</b>
<b>7.1. Piquetage général</b> .....	32
<b>7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés</b> .....	32
<b>ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b> .....	<b>33</b>
<b>8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux</b> .....	33
<b>8.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail</b> .....	34
<b>8.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail</b> .....	34
<b>8.4. Organisation - Sécurité et protection de la santé des chantiers</b> .....	34
8.4.1. <i>Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier</i> .....	35
8.4.2. <i>Installations à réaliser par l'entreprise</i> .....	35
8.4.3. <i>Transport par voie d'eau</i> .....	35
8.4.4. <i>Emplacements mis à disposition pour stockage</i> .....	35
8.4.5. <i>Protection de la santé et sécurité</i> .....	35
8.4.6. <i>Signalisation de chantier</i> .....	35
8.4.7. <i>Règlementations particulières</i> .....	36
8.4.8. <i>Restrictions des communications</i> .....	36
8.4.9. <i>Clauses diverses concernant le chantier</i> .....	36
8.4.10. <i>Utilisation des voies publiques</i> .....	36

8.4.11. Utilisation d'explosifs. ....	36
8.5. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur .....	36
<b>ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>37</b>
9.1. Essais et contrôles des ouvrages .....	37
9.2. Réception .....	37
9.2.1 Pré réception (Opérations préalables à la réception) .....	37
9.2.2 Réception .....	37
9.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	38
9.4. Documents fournis après exécution .....	38
9.5. Délai de garantie .....	38
9.6. Garanties particulières .....	38
9.7. Clauses complémentaires .....	38
9.8. Résiliation du marché .....	38
9.9. Litiges .....	39
<b>ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>40</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### **1.1. Objet du marché - emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur**

IN'LI PACA, filiale du groupe Action Logement, est un bailleur d'un parc de 4 000 logements environ à ce jour, qui assure la réalisation de travaux de rénovation de ses habitations.

Dans le cadre de son programme d'amélioration de ses logements, « IN'LI PACA » projette la réalisation de travaux d'isolation thermique par l'extérieur pour bâtiments de la résidence « Le Bret » située aux 48-50 avenue du commandant Bret dans la commune de Cannes, ainsi que la réfection de l'étanchéité et de l'isolation des toitures. Le projet prévoit également le remplacement des systèmes de ventilations mécaniques et l'optimisation du fonctionnement des émetteurs de chauffage en place. En dernier lieu, il sera aussi prévu de mettre en place d'installations photovoltaïques au niveau des toiture et la réalisation d'une ombrière photovoltaïque au niveau du parking de la résidence.

**L'opération a pour objectif l'obtention d'un label bâtiment basse consommation rénovation « BBC Rénovation » pour les deux bâtiments. La démarche de labélisation est en cours auprès de l'organisme certificateur « PROMOTELEC ».**

La résidence est construite dans les années 1960. Ses deux bâtiments comprennent 99 logements locatifs sociaux répartis sur 4 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée (R+5) ainsi que des niveaux des entresols dans lesquels sont aménagées des caves.

Le marché est divisé en quatre lots suivant la nature des travaux :

- Lot n°1 – Isolation
- Lot n°2 – Etanchéité
- Lot n°3 – Ventilation mécanique – Chauffage.
- Lot n°4 – Installations photovoltaïques - Electricité.

Document commun aux quatre lots.

Les travaux consistent en :

#### **LOT N°1 - ISOLATION**

- **Installation et travaux préparatoires**
  - Installation de chantier.
  - Amenée et repli du matériel de chantier.
  - Constat d'huissier.
  - Arrachage d'arbuste en pieds de façade.
  - Dépose de l'habillage en pierre en soubassement y/c évacuation en décharge agréée.
  - Démolition des claustras en terre cuite y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose de colonnes EP en fer galvanisé y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose de couvre-joint de dilatation y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose des grilles de ventilation (Façade) y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose des sorties ventouses (Façade) et mise en conservation (selon état).
  - Dépose de volets de fenêtre simple vantail et mise en conservation.
  - Dépose de volets de fenêtre double vantaux et mise en conservation.
  - Dépose de volets de porte-fenêtre et mise en conservation.
  - Dépose et repose grille de défense avec modification ITE et découpe 73x49cm.
  - Dépose et repose grille de défense avec modification ITE et découpe 70x142cm.

- Dépose de séparatifs de balcons y/c évacuation en décharge agréée.
- Dépose et repose stores bannes y compris adaptation.
- Dépose d'auvents en polycarbonate (balcons) y/c évacuation en décharge agréée.
- Dépose et repose des boîtes aux lettres (halls).
- Curage des pissettes des édifices d'entrée.
- Reconnaissance du sujetile suivant les règles "ETICS" à partir de l'échafaudage.
- Etablissement des plans d'exécution et notes de calcul.
- Etablissement des DOE et DIUO.

## - Bâtiments

- Montage et démontage échafaudage sur pied.
- Lavage façades et reprise maçonnerie
- Rebouchage des cavités résultant de la dépose et traitement des fissures sur la façade.
- Fourniture de l'isolant en laine de roche pour façades (ITE)  $R > 3,70$ .
- Mise en œuvre de l'isolant sur façades en laine de roche (ITE) y compris enduit.
- Fourniture d'isolant en laine de roche épaisseur 2cm pour embrasures des fenêtres et portes-fenêtres.
- Mise en œuvre d'isolant en laine de roche épaisseur 2cm pour embrasures des fenêtres et portes-fenêtres.
- Prolongement des conduits de ventilations situés sur la façade.
- Prolongement des conduits d'extraction pour hottes situés sur la façade (sorties ventouses).
- Traitement des embrasures de fenêtres (1 vantail largeur : 70cm).
- Traitement des embrasures des fenêtres (2 vantaux largeur : 105cm).
- Traitement des embrasures des fenêtres (2 vantaux largeur : 125cm).
- Traitement des embrasures de portes-fenêtres (2 vantaux largeur : 105cm).
- Traitement des embrasures de portes-fenêtres (2 vantaux largeur : 180cm).
- Traitement des embrasures de portes (largeur : 125cm).
- Traitement des appuis de fenêtres (1 vantail dim. : 80cmx50cm).
- Traitement des appuis de fenêtres (2 vantaux dim. : 110cmx50cm).
- Traitement des appuis de fenêtres (2 vantaux dim. : 135cmx50cm).
- Peinture sur ouvrages non traités par l'ITE en façade (édicules, halls d'entrée, corniches, décrochés de balcons).
- Peinture sur balcons (sous face, tranche garde-corps maçonné).
- Peinture sur ouvrage métallique garde-corps des balcons ht : +/- 0,25.
- Peinture sur ouvrage métallique garde-corps des édifices ht : +/- 0,25 (hall d'entrée).
- Peinture sur ouvrage métallique grille de défense (dim. 73cmx49cm).
- Peinture sur ouvrage métallique grille de défense fenêtre (dim. 70cmx142cm).
- Peinture sur ouvrage métallique porte d'accès au transformateur.
- Peinture de portes de placards (balcons).
- Enduit renforcé (h ; 2,50m) sur ITE en périphérie du bâtiment y/c toile de blindage.
- Anti-graffiti (h ; 2,50m) sur ITE en périphérie du bâtiment.
- Anti-graffiti dans édifices d'entrée et ouvrages non traité par l'ITE (niveau RDC).
- Fourniture et pose de couvertine en aluminium pour garde-corps maçonné (3ml).
- Fourniture et pose de profilé goutte-eau en aluminium (balcons).
- Fourniture et pose de panneaux claustras en aluminium (balcons et édifices d'entrée).
- Fourniture et pose de prolongateur de gond pour volets.
- Fourniture et pose de prolongateur pour arrêts de volets.
- Fourniture et pose de colonnes EP en PVC y compris coudes.
- Fourniture et pose de couvre joint de dilatation y compris traitement de joint.
- Fourniture et pose de grille de ventilation.
- Repose de sorties ventouses.
- Fourniture et pose de grilles pour impostes.
- Fourniture et pose d'auvents en polycarbonate (balcons).
- Repose de volets de fenêtre simple vantail.
- Repose de volets de fenêtre double vantaux.

- Repose de volets de porte-fenêtre.
- Fourniture et pose de séparatifs balcon.
- **Parties communes**
  - Dépose et repose d'éléments de signalétique.
  - Décapage enduit gouttelette au niveau de la cage d'escalier y/c évacuation en décharge agréée.
  - Peinture acrylique pour murs au niveau de la cage d'escalier.
  - Peinture sur escalier (sous faces : plafonds, paillasse, paliers, limons...etc.).
  - Peinture sur murs au niveau des halls (niveau entresol).
  - Peinture sur ouvrage métallique garde-corps.
  - Peinture sur ouvrage métallique : porte prépeinte d'entrée d'immeuble (niveau entresol).
  - Peinture sur ouvrage menuisé : portes palières.
  - Peinture sur ouvrage menuisé : portes hall (locaux divers, niveau entresol).
  - Peinture sur ouvrage menuisé : gaines techniques sur palier.
  - Traitement du revêtement de sol au niveau de la cage d'escalier (marches- contre-marches, paliers).
  - Traitement du revêtement de sol au niveau des halls d'entrée (niveau entresol).
- **Finitions extérieures**
  - Lavage des murs et bordures.
  - Décapage du RSE des murs au niveau du parking intérieur.
  - Décapage du RSE des murs au niveau du parking extérieur.
  - Rebouchage des cavités et traitement des fissures.
  - Peinture pilolite pour murs au niveau du parking intérieur.
  - Peinture pilolite pour murs au niveau du parking extérieur.
  - Peinture sur ouvrages maçonnés intérieurs (bordures, murets de jardin...etc.).
  - Peinture sur ouvrages maçonnés extérieurs (bordures, murs de clôture...etc.).
  - Anti-graffiti sur murs extérieurs.
  - Peinture sur ouvrage métallique garde-corps au niveau du parking.
  - Peinture sur ouvrage métallique grilles de clôture.
  - Peinture sur ouvrage métallique portillons.
  - Peinture sur ouvrage métallique portails.
  - Peinture routière pour places de parking (46 places).
  - Adaptation clôture rigide sur ITE en rez-de-jardin.
- **Options**
  - Peinture pour volets de fenêtre simple vantail.
  - Peinture pour volets de fenêtre double vantaux.
  - Peinture pour volets de porte-fenêtre double vantaux.

## **LOT N°2 – ETANCHEITE**

- **Installation et travaux préparatoires**
  - Installation de chantier.
  - Amenée et repli du matériel de chantier.
  - Constat d'huissier
  - Dépose de membrane d'étanchéité bitumineuse sur corniches et acrotères y/c évacuation en décharge agréée.
  - Dépose des garde-corps autoportants et mise en conservation pour repose.
  - Dépose et mise en conservation du gravillon roulé pour réemploi.
  - Lavage ouvrages architecturaux en toiture.
  - Etablissement des plans d'exécution et notes de calcul.
  - Etablissement des DOE et DIUO.

- **Terrasses inaccessibles**
  - o Calfeutrement des engravures en petite maçonnerie.
  - o Pare-vapeur et équerre de renfort (fourniture et pose).
  - o Isolation thermique en mousse de polyuréthane ép. 100 mm (R=4,55) (fourniture et pose).
  - o Etanchéité bi couche renforcée classement FIT F5 I5 T4 (fourniture et pose).
  - o Etanchéité monocouche en membrane bitumineuse pour édifices (fourniture et pose).
  - o Remplacement des EEP.
  - o Fourniture et pose de pare-graviers.
  - o Relevés renforcés protection paillettes minérales (fourniture et pose).
  - o Mise en œuvre d'une bande solin aluminium brut (fourniture et pose).
  - o Fourniture et pose de couverture en aluminium pour corniche.
  - o Fourniture et pose de couverture en aluminium pour acrotère.
  - o Remise en place de la protection lourde en gravillon roulé conservée
  - o Repose des garde-corps autoportants.
  - o Peinture sur ouvrages architecturaux en béton situés sur le toit.
  - o Nettoyage et repli de chantier.
- **Balcons**
  - o Démolition du carrelage y/c évacuation en décharge agréée.
  - o Fourniture de ragréage sur les dalles des balcons.
  - o Mise en œuvre de ragréage sur les dalles des balcons.
  - o Fourniture étanchéité liquide SEL MAPELASTIC SMART ou équivalent.
  - o Mise en œuvre étanchéité liquide SEL MAPELASTIC SMART ou équivalent.
  - o Fourniture carrelage grès antidérapant Cérame 30x30cm balcons.
  - o Mise en œuvre de carrelage grès Cérame 30x30cm balcons y/c approvisionnement.
  - o Fourniture de plinthes en grès cérame coloris identique au carrelage.
  - o Mise en œuvre de plinthes en grès cérame.

### **LOT N°3 – VENTILATION MECANIQUE - CHAUFFAGE**

- **Installation et travaux préparatoires**
  - o Installation de chantier.
  - o Amenée et repli du matériel de chantier.
  - o Constat d'huissier.
  - o Dépose de l'installation existante y/c évacuation en décharge agréée
  - o Dépose des radiateurs en acier existants y/c évacuation en décharge spécialisée
  - o Etablissement des plans d'exécution et notes de calcul.
  - o Etablissement des DOE et DIUO.
- **Travaux en toiture**
  - o Ramonage des conduits.
  - o Fourniture et pose de plénums.
  - o Fourniture et pose de caisson basse pression hygroréglable type A.
  - o Fourniture et pose de réseau aéraulique horizontal en toiture.
  - o Fourniture et pose de disjoncteur différentiel pour caisson.
  - o Fourniture et pose alimentation électrique en câblage résistant au feu CR1-C1.
- **Travaux en logements**
  - o Fourniture et pose de bouche d'extraction pour cuisines.
  - o Fourniture et pose de bouche d'extraction pour WC.
  - o Fourniture et pose de bouche d'extraction pour salle de bain.
  - o Fourniture et pose d'entrée d'air autoréglable 90x5 = 450EA.
  - o Bouchage VB.
  - o Détalonnage des portes.
  - o Soffite en rez-de-chaussée.



- **Chauffage**
  - o Dépose de robinets manuels des radiateurs existants.
  - o Fourniture et pose de boîtiers de régulation pour chaudières.
  - o Fourniture et pose de robinets thermostatiques.

#### **LOT N°4 – INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES – ELECTRICITE**

- **Installation et travaux préparatoires**
  - o Installation de chantier.
  - o Amenée et repli du matériel de chantier.
  - o Constat d'huissier.
  - o Fourniture et mise en place de protection de l'étanchéité existante.
  - o Etablissement des plans d'exécutions et notes de calculs.
  - o Etablissement des DOE, DIUO.
- **Installations en toiture**
  - o Installation photovoltaïque 6,48 kWc y/c panneaux et accessoires électriques.
  - o Installation photovoltaïque 13,37 kWc y/c panneaux et accessoires électriques.
  - o Fourniture et pose de système de fixation sur supports métalliques.
  - o Fourniture et mise en place de bande de diffusion sous support métallique panneaux (interface avec étanchéité).
  - o Raccordement réseau d'éclairage parties communes.
  - o Raccordement au réseau.
  - o Démarches CONSUEL.
- **Installations en ombrière**
  - o Dépose de lampadaires au niveau du parking.
  - o Terrassement et évacuation des déblais en décharge spécialisée.
  - o Réalisation de fondations en béton armé 100xht70cm (à définir suivant calculs).
  - o Plus-value pour fondations profondes en micropieux.
  - o Réalisation d'une ombrière en charpente métallique 260m².
  - o Installation photovoltaïque 47,56 kWc y/c panneaux et accessoires électriques.
  - o Fourniture et pose de système de fixation sur supports métalliques adapté pour ombrière
  - o Fourniture et pose de shelter photovoltaïque.
  - o Installation électrique d'éclairage, fourniture et pose (y compris luminaires à détecteurs de présence).
  - o Raccordement au réseau.
  - o Démarches CONSUEL.
  - o Reprise de l'enrobé.
- **Electricité**
  - o Dépose de l'appareillage électrique au niveau des entrées (luminaires) y/c évacuation en décharge agréée
  - o Dépose du réverbère (globe) du lampadaire au niveau du jardin y/c évacuation en décharge agréée
  - o Dépose de luminaires au niveau des cages d'escalier y/c évacuation en décharge agréée
  - o Fourniture et pose de hublot LED étanche à détection intégrée au niveau des entrées
  - o Fourniture et pose de luminaires LED à détection de présence au niveau des cages d'escalier
  - o Fourniture et pose de projecteurs LED à détection intégrée au niveau du parking du bâtiment A
  - o Fourniture et pose d'un réverbère à lampe LED avec détecteur de mouvement.

Le présent **marché de travaux** est rémunéré par un **Bordereau de Prix Unitaires** appliqué aux **quantités réellement exécutées.**

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement (A.E.) du domicile élu par l'Entrepreneur à proximité des travaux, la notification se rapportant au marché sera valablement faite chez le maître d'ouvrage jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Ces travaux devront être exécutés de façon à perturber le moins possible la circulation des locataires aux alentours du chantier.

La description des travaux est indiquée dans le CCTP, si nécessaire complétée de documents annexés.

## **1.2. Tranches et lots**

Les travaux sont réalisés en une seule tranche et sont répartis en quatre lots ci-après désignés :

- Lot n°1 – Isolation.
- Lot n°2 – Etanchéité.
- Lot n°3 – Ventilation mécanique – Chauffage.
- Lot n°4 – Installations photovoltaïques – Electricité.

Le lot principal est le lot n°1 qui assurera l'interface entre les intervenants des différents lots.

## **1.3. Intervenants**

### **1.3.1. Mandataire d'IN'LI PACA**

Sans objet.

### **1.3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article 114 1° du CMP :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1 ° de l'article 114 du Code des Marchés Publics) ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-2, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1, L8241-1 et L8241-2 du Code du Travail ;
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.6.3 ci-après.

### **1.3.3. Conduite d'opération**

Sans objet.

### **1.3.4. Maîtrise d'œuvre**

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études IC.TP, chargé d'une mission complète de maîtrise d'œuvre, telle que définie par la loi M.O.P. n°85-704 du 12 juillet 1985 et des décrets d'application n°93-1268 et n°2008-1334 du 17 décembre 2008.

#### **Bureau d'études ICTP**

254, Corniche Fahnestock

06700 SAINT LAURENT DU VAR

### **1.3.5. Contrôle technique**

Sans objet

### **1.3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

#### **DEGAINE INGENIERING**

439, Avenue de Pessicart, Sunset Villa – Bâtiment A

06100 - NICE

Tél : 04 89 00 30 26 – Fax : 08 90 20 90 45

Conformément à la réglementation définie par le Décret n° 2009-289 du 13 mars 2009, relative à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé, et aux Article R4532-11 à R4532-16 du Code du Travail, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs peut être assurée dans le cadre du présent marché, en fonction de l'importance et de la nature des travaux.

Sont exclus du champ d'application de cette disposition : les travaux de réfection, d'entretien ou de maintenance de faible importance où le risque, né de l'exploitation, est le risque principal, alors que celui de Coactivité, généré par les travaux envisagés, reste accessoire.

Pour les travaux ne nécessitant pas le recours à un coordonnateur professionnel, la maîtrise d'œuvre du chantier dispose du pouvoir de faire arrêter à tout moment le chantier, si les obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ne sont pas respectées.

### **1.3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

Sans objet.

### **1.3.8. Autres intervenants**

Sans objet.

## **1.4. Travaux intéressant la défense – Obligation de discrétion**

Sans objet.

## **1.5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1.6. Dispositions générales**

### **1.6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des article D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés

de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

### 1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° .....du .....  
ayant pour objet ....."

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### 1.6.3. Mesures de protection des lanceurs d'alertes

En application de la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte, la faculté d'alerte est étendue aux cocontractants des entités du Groupe Action Logement ont In'li Paca Locacil appartient et à leurs sous-traitants.

Dans ce cadre, le Groupe Action Logement a mis en place une plateforme d'alerte interne : **<https://report.whistleb.com/fr/al-fi>**. Ce dispositif permet au lanceur d'alerte de signaler ou divulguer, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, des faits dont il a eu personnellement connaissance ou qui lui ont été rapportés dans le cadre de ses activités professionnelles portant sur: un crime, un délit; une menace ou un préjudice pour l'intérêt général; une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation du droit international ou de l'Union européenne, de la loi ou du règlement des conduites ou des situations contraires à la probité telles que des faits de corruption, de trafic d'influence, de harcèlement ou de discrimination.

Le dispositif permet également de signaler de manière confidentielle les situations de souffrance au travail dont le déclarant s'estime victime ou témoin. Le Groupe Action Logement veille au respect de la plus stricte confidentialité concernant l'identité de l'émetteur de l'alerte qui bénéficie d'un régime de protection particulier prévu par la loi.

#### **1.6.4. Assurances**

##### *A. Responsabilité*

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

##### *B. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux*

Les titulaires et, leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- Pendant les travaux :
  - Dommages corporels : 1 500 000,00 € par sinistre ;
  - Dommages matériels et immatériels : 1 500 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 1 500 000,00 € ;

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

## ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, **par ordre de priorité décroissante** :

### **2.1. Pièces Particulières - Ordre de priorité**

- ☞ **L'Acte d'Engagement (A.E.)**, dont l'exemplaire unique original, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait seule foi,
- ☞ **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**
- ☞ **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)**
- ☞ **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)**,
- ☞ **Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)**,
- ☞ **Les plans des existants**,
- ☞ **La déclaration préalable**,
- ☞ **Le permis de construire**,
- ☞ **Le Plan Général de Coordination (P.G.C.)**,
- ☞ Actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché le cas échéant.

En cas de contradiction entre les différentes pièces, l'interprétation la plus favorable au Maître d'ouvrage prévaudra.

### **2.2. Pièces Générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au §3.5.2. :

- ☞ **Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)** applicables aux marchés publics de travaux,
- ☞ **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.)** dans sa dernière version **2021**,
- ☞ **Le Code du Travail** : dernière version 2023.

### **2.3. Autres pièces générales de référence**

- ☞ L'ensemble des normes françaises et spécifications techniques détaillées, établi par les groupes d'études des marchés.
- ☞ L'ensemble des normes françaises et européennes et spécifications techniques détaillées.

- ☞ Tous les textes réglementaires qui seraient promulgués après la notification du présent marché (normes européennes, réglementations nationales) imposant le respect de règles techniques ou de sécurités applicables aux travaux sur les voies publiques ou privées.
- ☞ Les Plans Généraux de Coordination-Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) ainsi que le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé remis par l'entreprise, ainsi que les modèles pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S et les intervenants, ceci valant pour les travaux dits « structurants ». Les P.P.S.P.S seront alors fournis au coordonnateur S.P.S, trente jours avant l'intervention des entreprises.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le candidat étant réputé les connaître et en faire application pour toute la durée du marché. Aucune réclamation ne pourra être élevée sur et en raison de l'ignorance par le titulaire, d'un ou plusieurs prescriptions de l'un quelconque de ces textes.

En cas de divergences entre les exigences mentionnées dans les pièces générales, les plus strictes sont utilisées.

## **ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1. Répartition des paiements**

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire de ce marché et à ses sous-traitants.

### **3.2. Tranches de travaux**

Sans objet

### **3.3. Répartition des dépenses communes du chantier**

#### **3.3.1. Dépenses d'investissement.**

Les clauses du C.C.A.G Travaux sont seules applicables.

#### **3.3.2. Dépenses d'entretien.**

Les clauses du C.C.A.G Travaux sont seules applicables.

### **3.4. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie**

#### **3.4.1. Modalités d'établissement des prix.**

Les prix du marché sont établis hors taxes et réputés établis,

- ☞ En tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations telles que décrites dans les pièces contractuelles,
- ☞ En tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécuteront ces travaux,
- ☞ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé,
- ☞ En tenant compte de tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et à l'installation des matériaux qui seront utilisés pour effectuer les travaux commandés,
- ☞ En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels ci-après, lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites ci-après :

<b>Nature du phénomène</b>	<b>Intensité et durée limites</b>
<b>Vent</b>	130 km/h pendant 8 heures consécutives
<b>Neige</b>	70mm/jour
<b>Pluie</b>	150mm/jour



- ☞ En tenant compte des dépenses liées aux mesures et dispositifs relevant des travaux en sous-section 4 (amiante).
- ☞ En tenant compte des dépenses liées aux mesures engendrées par la gestion des déchets conformément au « schéma d'organisation et de gestion déchets ».

Dans le cadre de son marché, l'entrepreneur supportera sans indemnité,

- ☞ Les interruptions de travail, qui seront décidées et jugées nécessaires par le Maître d'Œuvre, ou par l'entrepreneur lui-même, de manière à ne pas gêner les occupants des lieux des travaux et les prémunir contre tous accidents.  
Il supportera également les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par la suite de son imprévision ou de sa négligence ;
- ☞ Des conditions et contraintes liées au maintien des accès, notamment de secours, au maintien de la circulation au bénéfice des véhicules de secours, bennes à ordures, véhicules des services publics ainsi que la circulation piétonne des usagers ;
- ☞ Des conditions et contraintes liées au travail en milieu occupé ;
- ☞ De l'exécution de travaux simultanés et contigus, ne faisant pas partie de ceux dévolus à l'entreprise, mais nécessaires à la réalisation des travaux en général ;
- ☞ De l'intervention simultanée et contiguë des services concessionnaires et autres intervenants ;
- ☞ De la présence de canalisations et ouvrages existants ou de la modification des branchements ou des conduites concessionnaires non prévues ;
- ☞ De la nécessité de ne pas interrompre l'écoulement des eaux usées et pluviales ;
- ☞ De l'obligation de l'entrepreneur de se soumettre aux prescriptions des concessionnaires en vue de la sauvegarde de leurs ouvrages ;
- ☞ De l'établissement et la maintenance des panneaux d'information de chantier, le maintien de la signalisation de chantier de jour, comme de nuit ainsi que l'entretien de la totalité des chaussées ;

### **Frais de chantier à prendre en compte**

Les frais de chantier à prendre en compte sont, entre autres :

- Les frais éventuels de branchements, d'installation et de consommations pour chantier : de l'eau, de l'électricité et du téléphone,
- Les frais éventuels de gardiennage,
- Les frais éventuels de protection de chantier et de clôture (dans le cas d'une zone de stockage à l'extérieur de la zone des travaux)
- Les frais relatifs à l'hygiène et à la propreté du chantier,
- Les frais de réparation des dégâts occasionnés à ses propres travaux par tiers non identifiés,
- Les frais de constitution et de fonctionnement du Comité d'Hygiène et de Sécurité,
- Les panneaux de chantier dont les modalités sont à définir avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Par la signature de l'acte d'engagement propre à son marché, l'entrepreneur reconnaît qu'il a parfaitement connaissance de toutes les prescriptions garanties, sujétions et obligations résultant de la loi, des règlements du marché, des prescriptions techniques et réglementaires, impôts, taxes ou redevances de toutes natures, existant dix jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Il s'engage à apporter au maître d'ouvrage l'assistance de ses compétences professionnelles pour la réalisation de travaux parfaitement adaptés à leurs fonctions et aux caractéristiques particulières des opérations projetées. Il devra en conséquence signaler par écrit dans les meilleurs délais toutes anomalies dans les documents qui lui seraient transmis par le maître d'ouvrage.

### **Observations sur les pièces écrites du marché.**

Le B.P.U. et le C.C.T.P. se complètent réciproquement sans que l'entrepreneur puisse faire état après remise et réception de son offre, d'une discordance éventuelle qu'il n'aurait pas signalée en temps utile. L'entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution les côtes figurant aux dessins, et de signaler au Maître d'Œuvre, les erreurs qui pourraient être constatées.

Tous les détails techniques, complètement décrits ou non, font partie intégrante des prix unitaires afin de réaliser des ouvrages conformes aux règles de l'art.

S'il existait quelques omissions ou erreurs dans les divers documents, l'entrepreneur serait tenu de les réparer et de les prévoir dans ses prix unitaires. Le montant des travaux, hormis le cas de changement de projet, ne pouvant être modifié sauf accord intervenu avant exécution avec le maître de l'ouvrage et le Maître d'œuvre. Accord qui ne peut être concrétisé que par ordre de service, avant exécution des travaux.

#### **3.4.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise.**

Sans objet.

#### **3.4.3. Caractéristiques des prix pratiqués.**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

Par application aux quantités réellement exécutées, du bordereau des prix unitaires et suivant la description figurant au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

#### **3.4.4. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux.**

Sans objet.

#### **3.4.5. Travaux en régie.**

Sans objet.

#### **3.4.6. Modalités de règlement des comptes.**

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes : les comptes sont réglés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, après certification du service fait, jusqu'à leur parfait achèvement et admission sans réserve, selon les règles de la comptabilité publique.

Le droit de percevoir des acomptes mensuels est néanmoins reconnu au titulaire si ce dernier est une petite et moyenne entreprise ou une société coopératives ouvrière de production au sens du dernier alinéa de l'article 89 du CMP.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours sous réserve de son acceptation par le maître de l'ouvrage après contrôle du Maître d'Œuvre.

Les factures mensuelles afférentes au marché seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom, n° Siret et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- la fourniture livrée ;
- la date de livraison ;
- le montant hors T.V.A de la fourniture exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la T.V.A et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des fournitures livrées.

Le décompte définitif de travaux, ne pourra être fait qu'après signature de la réception de travaux avec le Maître d'Œuvre.

#### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.** Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### **3.4.7. Délais de paiement.**

Le mode de paiement des factures s'effectuera par mandat administratif dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, conformément au décret 2008-407 du 28 avril 2008, modifiant l'article 98 du Code des marchés publics.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 (JO du 31/03/13) relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu au I de l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **3.4.8. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine.**

Sans objet.

### **3.4.9. Approvisionnements.**

Les approvisionnements sur site seront réalisés après l'obtention des autorisations de circulation auprès des autorités compétentes.

## **3.5. Variation dans les prix**

### **3.5.1. Type de variation des prix.**

Le marché est rémunéré au Bordereau des Prix Unitaires.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- Le marché est traité avec **prix ferme et actualisable.**

### **3.5.2. Mois d'établissement des prix du marché.**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date de remise des offres indiquées dans le Règlement de la Consultation, appelé mois zéro.

### **3.5.3. Choix des index de référence.**

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

#### **Lot 01 : Isolation**

Index du bâtiment – BT 52 – Imperméabilité de façades - Base 2010

L'indice de départ lo est celui du mois d'août 202 : 137.70.

#### **Lot 02 : Etanchéité**

Index du bâtiment – BT 53 – Etanchéité - Base 2010

L'indice de départ lo est celui du mois d'Aout 2024 : 135.50

#### **Lot 03 : Ventilation mécanique – Chauffage**

Index du bâtiment - BT41 - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010

L'indice de départ lo est celui du mois d'Aout 2024 : 132.90

#### **Lot 04 : Installations photovoltaïques**

Index du bâtiment – BT 47 – Electricité - Base 2010

L'indice de départ lo est celui du mois d'Aout 2024 : 127.10.

Les indices sont ceux publiés par l'institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

#### **3.5.4. Modalités d'actualisation des prix actualisables.**

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché ou du lot concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I_0$$

Dans laquelle  $I_0$  et  $I(d - 3)$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois  $(d - 3)$  par l'index de référence  $I$  du marché ou du lot concerné sous réserve que le mois  $d$  du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

#### **3.5.5. Modalités de révision des prix.**

La révision est effectuée par application au prix de chaque lot d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

Où  $I_0$  et  $I_n$  sont des valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois  $n$  par l'index de référence  $I$  du lot considéré

#### **3.5.6. Variations des frais de coordination.**

Sans objet.

#### **3.5.7. Révisions provisoires.**

Sans objet.

#### **3.5.8. Application de la taxe à la valeur ajoutée.**

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

### **3.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

L'entrepreneur titulaire du marché est chargé d'exécuter, suivant les règles de l'art, les travaux pour lesquels sa soumission a été acceptée par le maître d'ouvrage. Il ne pourra charger un autre entrepreneur de cette mission en lui sous-traitant ces travaux que dans les conditions prévues notamment aux articles 3 et 15 de la loi du 31 décembre 1975 consolidée sur la sous-traitance.

#### **3.6.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.**

Conformément aux stipulations de l'article 3.6 du C.C.A.G 2010, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation ou cet agrément, il remet contre récépissé à la personne responsable du marché ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque sous-traité. Sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités, etc.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

- les renseignements mentionnés à l'Article 3.4.2 du C.C.A.G. 2010,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 192 du Code des Marchés Publics, pour les situations de nantissement ou de cession de créances,
- le comptable assignataire des paiements, ainsi que le compte à créditer.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si ce fournisseur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés solidaires.

Dans tous les cas, l'acte spécial ou l'avenant au marché devra indiquer :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
  - Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
  - La date ou le mois d'établissement des prix,
  - Les modalités de révision des prix,
  - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
  - La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 192 du Code des Marchés Publics,
  - Le comptable assignataire des paiements.

### **3.6.2. Modalités de paiement direct.**

Conformément à la loi susmentionnée, les sous-traitants doivent être agréés. Le titulaire du marché qui envisage de recourir à la sous-traitance procédera préalablement à un examen attentif des compétences techniques des entreprises candidates.

Il s'assurera, au moment de la conclusion du contrat avec elle, que celle-ci est bien dans une situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales, et s'engagera à respecter toutes

les dispositions du Code du Travail, y compris concernant le travail clandestin, et les dispositions de la loi du 31 décembre 1975 à l'égard de ses propres sous-traitants.

De plus, le titulaire qui sous-traite devra intégrer dans le ou les contrats de sous-traitance, les prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 consolidée.

Pour les sous-traitants, le titulaire joindra au projet de facture, en double exemplaire, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et incluant la T.V.A.

### **3.7. Montant minimum et maximum des commandes**

Sans objet

### **3.8. Intérêts moratoires**

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret n° 2013 -269 du 29 mars 2013 (JO du 31/03/13) relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires

Le taux de ces intérêts moratoires prévu au I de l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



## ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

Par application de l'article 20.1 du C.C.A.G 2010, toutes les pénalités retenues, qui font partie des prix, sont à exprimer hors T.V.A.

### **4.1. - Durée du marché**

La durée globale d'exécution de l'ensemble des travaux ne devra pas dépasser **14 mois dont 2 mois de préparation** à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux.

### **4.2. - Délai d'exécution des travaux**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement. Le délai d'approvisionnement ne pourra être opposé au délai d'exécution prescrit dans le marché.

Les délais sont indiqués dans l'acte d'engagement. Ils sont établis à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les délais impartis englobent le repliement du matériel et la remise en état des lieux, ils englobent également les congés payés, les intempéries prévisibles ainsi que la fourniture de DOE et DIUO.

Il est précisé à l'entreprise que le maître d'ouvrage **ne souhaite pas de travaux durant les week-ends**.

Sauf accords particuliers de la maîtrise d'ouvrage motivés par des impératifs de chantier ou de délai.

### **4.3. - Prolongation des délais d'exécution**

En cas d'entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution est/sont prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité et durée limites
Vent sur site	80 km/h pendant 4 heures consécutives
Pluie sur site	50mm pendant 24 heures
Neige	50mm pendant 24 heures Neige maintenue au sol + de 48 heures
Gel	Températures inférieures à - 5 °C

L'entreprise peut fixer des seuils supérieurs dans le mémoire justificatif de son offre.

L'entrepreneur devra fournir la preuve de ces intempéries par bulletin météo de la station de Cannes.

Les aléas issus d'un défaut de surveillance du chantier n'impliqueront pas de prolongation du délai global d'exécution (vol, dégradation...)

### **4.4. – Pénalités pour retard**

#### **4.4.1. Pénalités pour retard.**

Les stipulations qui suivent s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé dans chaque ordre de service.

L'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité définie ci-dessous :

***1 / 3000<sup>ème</sup> du montant des travaux***

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Lorsque la réception est prononcée avec réserve, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage, sera sanctionnée par une pénalité.

Les pénalités de retard ne sont pas assujetties à TVA.

#### **4.4.2. Pénalités pour absence aux réunions de chantier de l'entrepreneur.**

Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux réunions de chantier provoquées par le Maître d'Œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entrepreneur, et de donner sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier. La présence de l'entrepreneur ou du mandataire convoqué aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination qui requiert la bonne marche des travaux. Une pénalité particulière de **150,00€ (cent cinquante euro) T.T.C** sera appliquée par le maître de l'ouvrage pour chaque absence constatée de l'entreprise aux réunions de chantier.

Si plusieurs absences sont constatées, le montant de la pénalité doublera pour chacune de celles-ci. Ces pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

#### **4.4.3 Autres pénalités.**

- Perte de clés, pénalité de 30 €.
- Perte de badge, pénalité de 60 €.

#### **4.5. Affermissement des variantes exigées ou prestations supplémentaires éventuelles**

Les variantes exigées ou prestations supplémentaires éventuelles seront affermies ou non lors de la notification du marché à l'entreprise.

#### **4.6. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

A la fin de chaque tranche des travaux, dans le délai de cinq (5) jours, à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. Les voiries, trottoirs, parkings et autres lieux de travaux devront être laissés propres, débarrassés de toutes souillures.

Toutes les détériorations, dues à son intervention, devront être remises en état.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après une mise en demeure restée infructueuse, dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G., et une pénalité de **500,00€ (cinq cents euro)** par jour de retard constaté sera appliquée.

#### **4.7. Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les entrepreneurs conformément à l'Article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à **750,00€ (sept cent cinquante euro)** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'Article 20.6 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.

#### **4.8. Non-respect du tri des déchets sur le chantier**

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 36.1 du CCAG Travaux, une pénalité fixée à 200 € par jour d'infraction.

#### **4.9. Manquement à une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé**

En cas de non-respect par le titulaire ou l'un de ses sous-traitants d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, il sera appliqué une pénalité de 75 € HT par jour et par manquement, sans mise en demeure préalable.

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 4.1 du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 200 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux.

## ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### **5.1. Retenue de Garantie**

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5.00 % du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article 102 du code des marchés Publics.

Lorsque le titulaire est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le maître d'ouvrage ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues à l'article 103 du Code des Marchés Publics et à l'article 44.1 du C.C.A.G.

### **5.2. Avance**

Sauf refus du titulaire, une avance lui est versée dans les conditions prévues à l'article 87 du Code des Marchés Publics.

Sous réserve des dispositions de l'article 115 du CMP relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Le titulaire doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article 89 du Code des Marchés Publics.

Si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire. Le maître d'ouvrage conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux au titre desquels est accordée cette avance. Toutefois, lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, pour tout ou partie du remboursement d'une avance, le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des travaux exécutés au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

En cas de marché reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

Si le marché est passé avec des opérateurs économiques groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des travaux est au moins égal à 50 000 € HT.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

### **5.3. Avance sur matériels**

Sans objet.

## **ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6.1. Provenance des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

L'entrepreneur devra fournir toutes justifications et toutes informations sur la provenance des matériaux et fournitures, à l'aide de ses références, certificats et autres documents.

La fourniture des matériaux étant de l'essence même de la profession d'entrepreneur, ce dernier sera seul responsable des désordres pouvant résulter de sa responsabilité.

Les produits, marques, composants, références de catalogues, etc., cités dans les C.C.T.P (cahiers des spécificités techniques) ou le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ne sont donnés qu'à titre de référence de base permettant de décrire et de définir avec précision les ouvrages demandés ou parties d'ouvrages demandés.

Il reste entendu que les entreprises auront la liberté de choix dans les marques et produits tout autant que ces produits fournis soient reconnus de qualité identique et équivalente aux produits servant de référence dans les C.C.T.P ou le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (mêmes caractéristiques physiques, mécaniques, etc...). Lorsque l'entrepreneur propose une marque ou un produit différent, il doit le faire au moins 2 semaines avant la date prévue pour la mise en œuvre afin de ménager un délai suffisant pour apprécier l'équivalence. Toute fourniture effectuée sans respecter ce délai pourra être refusée.

### **6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

#### **6.3.1. Essais sur le chantier de qualité des matériaux.**

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations aux dispositions du C.C.A.G et du C.C.T.G concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier. Les frais engendrés par ces compléments sont à la charge de l'entreprise.

Il pourra être procédé avant mise en œuvre à tout essai de matériaux sur le chantier.

Le C.C.T.P (cahiers des spécificités techniques) précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérification ou de surveillance de fabrication dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur ainsi que des modalités correspondantes. Les frais engendrés par ces vérifications sont à la charge de l'entreprise.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'Œuvre et / ou un laboratoire agréé.

### **6.3.2. Essais avant livraison sur le chantier de qualité des matériaux.**

Des planches d'essais sur les teintes des façades seront réalisées avant validation définitive :

- La teinte « Blanc Courchevel 1181 » du nuancier de la ville de Cannes pour les façades des immeubles et les murs.
- La teinte « Gold Touareg 1373 » du nuancier de la ville de Cannes pour les façades des immeubles et les murs.
- La teinte « Gris Anthracite 2109 » du nuancier de la ville de Cannes pour les menuiseries métalliques en façades (garde-corps, grilles métalliques...etc.).
- La teinte « Gris Silicium 2111 » du nuancier de la ville de Cannes pour les menuiseries en bois en façades (volets).

Des essais de variations de teinte pour chaque couleur seront demandés.

### **6.3.3. Autres essais de qualité des matériaux.**

Le Maître d'Œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

## **6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage**

Le C.C.T.P. désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le Maître d'Ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

## **ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7.1. Piquetage général**

Sans objet

### **7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Sans objet.



## ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### **8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est procédé pendant la période de préparation aux opérations énoncées ci-après par les soins de l'entrepreneur et soumis au visa du Maître d'Œuvre :

\* Etablissement des plans d'exécutions

\* Etablissement d'un mémoire technique détaillé précisant notamment :

- La méthode et le phasage d'exécution,
- Le programme d'exécution,
- Le projet d'installation de chantier
- Le plan de circulation pour l'approvisionnement.

\* Etablissement des DICT.

\* Demande d'agrément des matériaux.

\* Etablissement du Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Prescrit par l'article 28.3 du C.C.A.G, il est remis au Maître d'Œuvre et indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition, que dans les différentes phases d'exécution des travaux.

Il explicite en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, et d'autre part, les circulations verticales et horizontales des engins.

- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades,
- les mesures concourant à une bonne hygiène, et notamment en complément du projet d'installation de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel,

Le Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au Maître d'Œuvre. Il est communiqué ainsi que les mises à jour, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. (O.P.P.B.T.P)

L'entrepreneur tiendra à jour un journal de chantier où seront consignés chaque jour tous les événements importants de la vie du chantier (approvisionnement, démarrage de tâches, intempéries, etc. ...).

\* Elaboration d'un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)

L'entreprise mettra en place un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) et le soumettra au Maître d'œuvre pour validation.

Conformément à la réglementation en vigueur les déchets seront triés par catégories. Le tri sur chantier sera privilégié. Les déchets seront dans la mesure de l'existence des filières, valorisés par le réemploi ou le recyclage, seul le déchet ultime au sens de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 pourra être mis en centre de stockage agréé.

Il est rappelé que depuis le 1er juillet 2002, les entreprises sont dans l'obligation soit de valoriser ces déchets, soit, si ces déchets sont considérés comme ultimes, de les acheminer vers des centres de stockages appropriés.

L'entreprise sera chargée de l'organisation liée à la gestion du traitement des déchets et devra donc adjoindre à sa proposition, une procédure d'élimination des déchets dans les filières adéquates. La personne désignée (nominativement) par l'entreprise pour être responsable du suivi qualité devra être présentée au Maître d'œuvre pour être agréée.

Les principes de l'organisation de chantier permettant la maîtrise des nuisances vis-à-vis du voisinage, le respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier par l'organisation du tri sont définis ci-après. Cette gestion aura pour cibles :

- Le chantier lui-même avec la définition des techniques employées et l'organisation du tri des déchets de chantier,
- Le mode de stockage des déchets et son organisation,
- Les flux entrants avec la définition des engins et matériels utilisés ainsi que des matériaux et produits mis en œuvre,
- Les flux sortants avec l'organisation de l'évacuation des déchets et la maîtrise des nuisances générées.

Un exemplaire du SOGED est à rendre sous format papier et un reproductible sous format informatique pouvant être exploité : .doc, .xls et .pdf pour les textes et les images et sous format AutoCAD™ (.dwg) pour les plans.

Le SOGED devra être remis au Maître d'œuvre avant la fin de la période de préparation des travaux.

## **8.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Les spécifications techniques devant être établis par l'entrepreneur sont soumis avec les notes de calcul (échafaudage) correspondantes au visa du Maître d'Œuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 Jours après leur réception. En fin de période de préparation, l'entrepreneur aura remis au visa les plans généraux des ouvrages. La totalité des plans d'exécution devront être produits la fin de la période de préparation.

## **8.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Sont seules applicables les dispositions du C.C.A.G Travaux.

## **8.4. Organisation - Sécurité et protection de la santé des chantiers**

L'entreprise est censée connaître les clauses de l'Arrêté relatif à la coordination et à l'exécution des travaux sur le domaine public.

L'entreprise assure seule quelle qu'en soit la cause, la responsabilité, de jour comme de nuit, de tous les accidents et dommages apparents ou non résultant de son fait, de son matériel, de ses employés et ouvriers de leurs agissements, de l'exécution des travaux et de la présence des chantiers, de défaut de signalisation, etc.... quels que soient les agréments qu'il aura pu recevoir des représentants du maître d'ouvrage.

Cette responsabilité s'étend aux accidents et dommages causés à son personnel, employés et ouvriers, aux tiers, au personnel du maître d'ouvrage et des Services Publics, aux biens meubles et immeubles des parties précitées.

Si des travaux sont sous-traités ou confiés à des spécialistes, avec autorisation préalable du maître d'ouvrage, l'entreprise titulaire du marché reste, vis-à-vis du maître d'ouvrage, personnellement responsable des ouvriers et des tiers.

L'entreprise devra faire réparer à ses frais les dommages causés aux ouvrages de distribution d'eau, d'énergie électrique, de gaz et tous les autres réseaux et ouvrages aériens et souterrains.

Le maître d'ouvrage recouvrera, dans les formes habituelles, sur les sommes dues, le montant des débours qu'elle aura dû effectuer du fait des accidents et dommages et des mesures d'urgence et dessus visés.

Dans tous les cas, l'entreprise ne sera jamais fondée, en cas d'accident ou d'incident et quelles qu'en soient les circonstances, à soutenir que la responsabilité du maître d'ouvrage est engagée.

#### **8.4.1. Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier.**

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites sur les chantiers de travaux publics, notamment par le Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail, et par les arrêtés préfectoraux concernant les travaux ou opérations soit, à proximité d'une canalisation de transport de gaz, soit des installations et canalisations électriques.

Ces arrêtés exigent le dépôt d'une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux auprès des compagnies concessionnaires et organismes d'Etat concernés (DDE, EDF, ...) pendant la période de préparation.

#### **8.4.2. Installations à réaliser par l'entreprise.**

L'entreprise prendra à sa charge l'installation des locaux de chantier sur l'emprise du chantier et assurera la sécurité de ces locaux.

#### **8.4.3. Transport par voie d'eau.**

Sans objet.

#### **8.4.4. Emplacements mis à disposition pour stockage.**

L'entreprise prévoira la remise en état du site choisi, aucun matériau ne pouvant être laissé sur place. La réfection du revêtement sera exigée en cas de dégradations.

Aucun dépôt de déblais, de détritiques ou de matériel ne sera toléré sur la voie publique en dehors des heures de travail, dans les zones réservées à la circulation. En outre, l'enlèvement des matériaux pourra être effectué d'office, aux frais de l'entreprise après préavis de vingt-quatre heures qui lui sera donné par simple ordre de service.

#### **8.4.5. Protection de la santé et sécurité.**

Pour les travaux qui nécessitent le recours à un coordonnateur de sécurité s'appliqueront de plein droit les dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### **8.4.6. Signalisation de chantier.**

Le C.C.T.P. fixe les contraintes et impératifs concernant la signalisation de chantier

#### **8.4.7. Réglementations particulières.**

Limitation concernant la circulation poids lourds en vigueur aux alentours. Un arrêté de circulation est nécessaire.

#### **8.4.8. Restrictions des communications.**

Sans objet.

#### **8.4.9. Clauses diverses concernant le chantier.**

L'entrepreneur devra évacuer, à ses frais, hors de l'enceinte du chantier, tous les matériaux excédentaires, matériels et résidus résultant de son marché.

#### **8.4.10. Utilisation des voies publiques.**

L'itinéraire envisagé pour l'approvisionnement des matériaux nécessaires à l'exécution du marché devra être soumis à l'approbation et obtenir l'aval des services des autorités compétentes.

Les délais d'exécutions visés à l'article 4.2 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

#### **8.4.11. Utilisation d'explosifs.**

Sans objet.

### **8.5. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur**

Sans objet.

## **ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1. Essais et contrôles des ouvrages**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du Maître d'Œuvre.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. pourront être effectués sur le chantier, par un organisme agréé désigné le moment venu par le maître d'ouvrage, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages concernés par les travaux.

Les dispositions du 3 de l'Article 24 du C.C.A.G relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et des contrôles en sus de ceux définis par le marché qui resteront à la charge de l'entrepreneur.

### **9.2. Réception**

Il sera fait application des articles 41 et 42 du C.C.A.G de travaux.

#### **9.2.1 Pré réception (Opérations préalables à la réception)**

Avant d'aviser le Maître d'Ouvrage de la réception, il sera organisé une pré-réception destinée à permettre de vérifier que les ouvrages réalisés ont été exécutés conformément au marché et sont effectivement terminés et de procéder aux essais préliminaires.

Celle-ci permettra de faire les mises au point nécessaires en vue de parfaire les travaux de façon que la réception puisse être prononcée sans retard.

Le titulaire du marché devra assister à toutes les réunions jugées nécessaires, pour mener à bien les opérations de pré réception, par le Maître d'œuvre.

#### **9.2.2 Réception**

La réception sera prononcée par le Maître de l'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre.

Il sera adressé un procès-verbal à l'entreprise.

Si des manquements sont constatés, la réception sera ajournée. Les manquements seront consignés par écrit, communiqués par le Maître d'Œuvre à l'entrepreneur, avec fixation d'un délai pour effectuer les travaux suivant les prescriptions indiquées.

En vue de la délivrance du certificat de réception, il est précisé que pour tous les lots techniques, les documents ou schémas prévus dans le C.C.T.P. afin de permettre aux utilisateurs de connaître le fonctionnement, le repérage ou les consignes de fonctionnement et de sécurité de leurs installations-doivent être fournis en trois exemplaires. Ces documents devront absolument être conformes à l'exécution.

En cas de retard, par rapport au délai contractuel, le Maître d'Ouvrage pourra user du droit de prendre possession de certains ouvrages. L'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait de cette prise de possession anticipée qui ne suspendra pas l'application des pénalités de retard prévues à l'article 5.

La réception ne pourra être prononcée que si les ouvrages sont complets et en parfait état.

### **9.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non encore achevés.

### **9.4. Documents fournis après exécution**

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière et seront conformes aux stipulations du C.C.A.G Travaux.

### **9.5. Délai de garantie**

Le délai de garantie de l'ouvrage est porté à 2 ans après la réception.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle il devra notamment réparer à ses frais exclusifs tout ouvrage qui s'avérerait défectueux. Il devra également procéder, à ses frais, exclusifs à toute opération de mise au point nécessaire.

### **9.6. Garanties particulières**

Sans objet.

### **9.7. Clauses complémentaires**

Sans Objet.

### **9.8. Résiliation du marché**

Les clauses des articles 46 à 48 du CCAG sont applicables.

Le marché sera résilié de plein droit dans les cas suivants :

- En cas de dépôt de bilan,
- En cas de règlement judiciaire ou de liquidation de bien,
- En cas de liquidation judiciaire,
- En cas de décès de l'entrepreneur, sauf le droit pour le maître d'ouvrage d'accepter les offres des héritiers ou successeurs de l'entrepreneur,
- En cas de faillite, même si l'entrepreneur a obtenu son concordat, sauf au maître de l'ouvrage à accepter s'il y a lieu les offres faites par le liquidé lui-même assisté de son liquidateur, pour continuer l'exécution des travaux aux conditions du marché,
- Au cas où après signature du marché ou de l'ordre de service, il est constaté que l'entrepreneur ne peut justifier de la mise à jour de ses cotisations sociales et impôts (URSSAF, Congés payés, impôts-taxes, etc. ...),
- En cas de dissolution de la personne morale propriétaire de l'entreprise, si celle-ci est constituée en société,
- En cas d'incapacité, de fraude ou de tromperie grave sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux,
- En cas de sous-traitance occulte, cession partielle ou totale du marché, transfert du marché sans autorisation écrite du maître d'ouvrage,
- En cas d'apport du marché à un tiers,
- Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions des pièces du marché, soit aux ordres qui lui sont donnés,

▸ En cas de manquement grave au respect des règles d'hygiène et de sécurité des ouvriers et des tiers au chantier, et de manquement grave au respect des règles de la protection de la santé des travailleurs.

### **9.9. Litiges**

Tout litige intervenant entre les parties relèvera du Tribunal Administratif de NICE.

## ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-dessus du C.C.A.P sont apportées aux articles correspondants du C.C.A.G Travaux.

Articles du C.C.A.P concernés par les dérogations	Articles du C.C.A.G Travaux auxquels il est dérogé
1.6.3	9.1
2	4.1
4.3.1	20.1

**Lu et Approuvé par la personne responsable du marché,**

**Lu et approuvé par le ou les titulaire(s) du marché.**